

Guide méthodologique

*pour comprendre les enjeux
de la participation citoyenne*

modernisation.gouv.fr

Le Centre de la Participation met à votre disposition deux documents :

UN GUIDE MÉTHODOLOGIQUE



Pour comprendre les enjeux de la participation citoyenne

UN KIT D'ANIMATION D'ATELIERS DE CADRAGE



Pour concevoir pas à pas son dispositif de participation



Faites des allers-retours entre les deux pour concevoir votre démarche !

Qu'est-ce que la Participation Citoyenne ?

Du point de vue de l'Etat, à l'échelle nationale comme à l'échelle locale, la participation citoyenne est le fait pour le décideur public d'impliquer les citoyens dans l'élaboration ou la mise en œuvre d'une politique publique.

Des budgets participatifs aux consultations numériques, des jurys citoyens aux conseils citoyens, quantité de méthodes, d'outils et d'instances peuvent être mobilisés pour permettre la participation du citoyen à l'élaboration, la mise en œuvre ou l'évaluation des politiques publiques.

Pourquoi distinguer usager et citoyen ?

- **Questionner l'utilisateur**, c'est permettre à celui qui en à l'usage de s'exprimer sur un **service public** ou une **démarche administrative**. Cela permet aux administrations de **cerner au mieux ses attentes et ses besoins** en vue d'améliorer la qualité du service rendu.
- **Faire participer le citoyen**, c'est lui permettre de **formuler une opinion, un avis sur les finalités et les évolutions d'une politique publique** afin d'en améliorer la pertinence.

La participation, un peu d'histoire

1960/70: Les groupes d'action municipaux (GAM) : mélange de comités de quartier et d'ateliers populaires d'urbanisme pense la participation comme un instrument de contestation sur des projets urbains.

1962: Pierre Mendès France propose de « réaliser la démocratie de participation » en jugeant que « la démocratie ne consiste à mettre épisodiquement un bulletin dans une case, à déléguer les pouvoirs à un ou plusieurs élus, puis à se désintéresser, s'abstenir, se taire pendant cinq ans. Elle est action continue du citoyen »

Les années 90/2000: renouveau du thème de la participation

En France :

- ☐ Loi d'orientation de 1991 (concertation des habitants), loi Barnier de 1995 (concertation sur les projets d'infrastructures impactant l'environnement et création de la CNDP), loi sur l'administration territoriale de 1992, loi Voynet de 1999, loi SRU de 2000 (concertation sur le PLU), loi Démocratie de Proximité de 2002 (conseils de quartier pour les villes de plus de 80 000 habitants), la charte de l'environnement de 2005.

A l'étranger : le budget participatif de Porto Alegre (Brésil), le développement des conférences de citoyens au Danemark, l'émergence de jurys citoyens en Allemagne et aux Etats-Unis.

Et aujourd'hui ?

Si les démarches participatives continuent de se multiplier à toutes les échelles, le champ de la participation citoyenne est aussi investi au niveau national par le gouvernement et les administrations centrales.

Des éléments significatifs au niveau de l'exécutif sont à noter :

- Une circulaire du Premier Ministre du 5 juin 2019 demande à l'ensemble des administrations centrales de faire remonter les démarches participatives déployées jusque-là et de préparer leurs stratégies de concertation robuste et sincère
- Le Comité interministériel de la Transformation Publique du 20 juin 2019 confirme cet élan et déclare :

« Aucune réforme d'ampleur, qu'elle ait un volet législatif ou non, ne pourra être lancée sans avoir garanti les conditions d'une participation réelle et sincère des citoyens à sa conception [...] Pour appuyer les administrations dans leurs démarches participatives, un dispositif d'accompagnement interministériel sera mis en place ».

Quelques démarches récentes au niveau national :

- La concertation sur la réforme des retraites (2018)
- Le Grand Débat (2019)
- La concertation sur le Revenu Universel d'Activité (2019)
- La convention citoyenne sur le climat (2019)

Les bénéfices de la participation citoyenne

Les démarches associant les citoyens et les parties prenantes, dont les agents eux-mêmes, constituent l'un des moteurs essentiels de la transformation publique et présentent **de nombreux avantages** :

- Mieux définir les finalités de l'action publique en adéquation avec les besoins des citoyens
- Les citoyens sont souvent les bénéficiaires directs des politiques publiques et en perçoivent la complexité et les incohérences de l'intérieur
- La participation aux projets de transformation, par la pédagogie de la réforme qu'elle suppose, permet aux citoyens d'exprimer ce qui est acceptable ou non.
- Cela permet enfin d'inclure les citoyens dans des choix de transformation là où la technicité et la complexité des réformes pourraient les exclure du débat alors même que ces choix auront un impact sur eux.

Les **bénéfices indirects** sont également nombreux :

- Montée en connaissances et en compétences des citoyens sur le sujet
- Création ou alimentation d'une dynamique autour d'un sujet ou d'un territoire : rencontres des différents acteurs, identification d'ambassadeurs et de relais pour la prochaine démarche
- Dépasionner le débat et agir pour la "conduite du changement" d'une réforme ou d'un projet public
- Collecter de l'information et du *feedback* directement du terrain
- Savoir qu'il y aura un processus participatif encourage le maître d'ouvrage à anticiper l'avis du public et à le prendre en compte en amont

Comprendre les différents niveaux de la participation citoyenne

L'information

Les citoyens participants et/ou le grand public reçoivent une information. Celle-ci a pour vocation de rendre clairs et transparents les enjeux, de donner à voir des points de vue contradictoires et expliciter les différentes étapes qui jalonneront la décision. L'avis des citoyens n'est pas sollicité ; il s'agit d'une démarche descendante pour informer et/ou faire de la pédagogie sur une réforme, un projet, etc.

La consultation

La consultation a pour objet de recueillir l'avis de personnes sur un sujet. Elle peut être organisée auprès de tout type de publics (agents, citoyens, salariés, etc.). Ce type de démarche a pour vocation d'inspirer celui qui lance la consultation en récoltant une pluralité d'avis, de l'aider à comprendre entre autres ce qui fait consensus et quels sont les points de clivage.

La concertation

Les citoyens expriment leur avis et sont sollicités pour être force de proposition. La concertation sur une politique publique se distingue par les engagements qui sont pris de la part du porteur de l'initiative. Celui-ci s'engage à entendre tous les avis des citoyens et à rendre explicite l'usage des contributions reçues dans le processus de décision. Si le porteur de la concertation n'est pas tenu de tout prendre à la lettre, il s'engage à publier les résultats de la concertation et à y réagir. Une concertation citoyenne peut être lancée en amont d'une politique publique, au moment de la mise en œuvre pour élaborer des scénarii ou des propositions concrètes, ou pour l'évaluation d'une politique publique.

Comprendre les différents niveaux de la participation citoyenne

La codécision

La codécision relève d'un arbitrage collectif où les citoyens ont une prise directe sur la décision finale. Parmi ces exemples, notons : les budgets participatifs dans la mesure où les projets émanent des citoyens eux-mêmes et sont sélectionnés par le vote des internautes. D'autres exemples sont en cours d'expérimentation, tels que la convention citoyenne sur le climat à l'issue de laquelle les citoyens produiront une matière qui sera directement discutée au Parlement (ou soumise au référendum)...

La gouvernance partagée

Les citoyens sont associés de manière régulière et pérenne à la décision. Ils disposent d'une voix au même titre que les autres acteurs qui agissent sur la décision finale. Des ressorts méthodologiques et financiers peuvent être proposés pour assurer à tous les citoyens de pouvoir contribuer sans qu'ils soient experts du sujet et que leur mobilisation ne les pénalise pas professionnellement, personnellement et/ou financièrement. Si ce niveau de participation n'est pas un acquis de la démocratie, quelques exemples montrent une forte tendance à l'ouverture. C'est le sens de la proposition qu'a faite Jean-Paul Delevoye d'associer les citoyens dans la gouvernance du système des retraites dans son rapport remis au gouvernement en juillet 2019.

Les ingrédients d'un bon dispositif participatif

- **Ne pas faire participer pour faire participer**

La mobilisation citoyenne sera d'autant plus grande qu'il existe un véritable enjeu à la discussion (un sujet de controverse, une décision à prendre) et que le dispositif semble crédible et permet de peser sur la décision finale.

- **Cadrer sa démarche en amont**

Ne pas attendre le dernier moment pour préparer sa démarche : l'organiser dans la précipitation transforme souvent un dispositif vertueux en un élément de communication/information...

- **Définir des engagements vis à vis des participants**

Par soucis de transparence, d'impartialité ou d'honnêteté de la démarche, rassurez les participants en affichant vos engagements vis-à-vis d'eux. Une manière notamment de clarifier le degré d'impact des contributions sur la décision finale, et donc de gérer les attentes des participants.

- **Choisir les outils & méthodes adaptées, , en partant de l'objectif visé**

Ne partez pas d'un outil ou d'une méthode : partez de l'objectif, partez de ce que vous attendez de la démarche (la réponse à une question, une prise de décision, la cartographie des freins à l'adoption d'une réforme..)

- **Rendre compte des résultats de la démarche**

Faire participer les citoyens et ne leur fournir aucun retour est le meilleur moyen de les décourager de participer la prochaine fois.

Exemple d'engagement vis à vis des participants

Par souci de transparence de la démarche

- ☐ Publier la synthèse des contributions citoyennes sur le site de l'organisateur et/ou du dispositif
- ☐ Envoyer à l'ensemble des participants la synthèse des contributions et rappeler les prochaines étapes de la décision
- ☐ Organiser un temps de restitution collectif en invitant citoyens, décideurs, presse, experts, etc.

Par souci d'indépendance de la démarche

- ☐ Que les contributions soient analysées par des personnes tierces n'ayant aucun intérêt lié à la politique publique / projet concerné
- ☐ Que des garants soient nommés pour assurer l'indépendance et la transparence de la démarche

Pour faire la preuve que les contributions ont été entendues, questionnées et transmises aux décideurs et parties prenantes

- ☐ Réaliser un tableau avec les propositions et arguments des citoyens dans la colonne de gauche et les réponses apportées par l'administration à droite
- ☐ Dans le cas où une concertation institutionnelle ou un collège d'experts mènent des travaux en parallèle, s'engager à transmettre les contenus produits par les citoyens aux experts et inversement.
- ☐ Transmettre la synthèse des contributions citoyennes à l'ensemble des services concernés (approche transversale)
- ☐ Adresser un courrier aux citoyens en précisant ce qui a été retenu, ou pas et pourquoi et – quand cela est possible – joindre le support final (rapport, avis, etc.)
- ☐ Pour une consultation en ligne, recevoir directement quelques contributeurs (critères à définir : propositions les plus soutenues, les plus originales, etc.)

Pour associer les citoyens de manière régulière et pérenne à l'administration

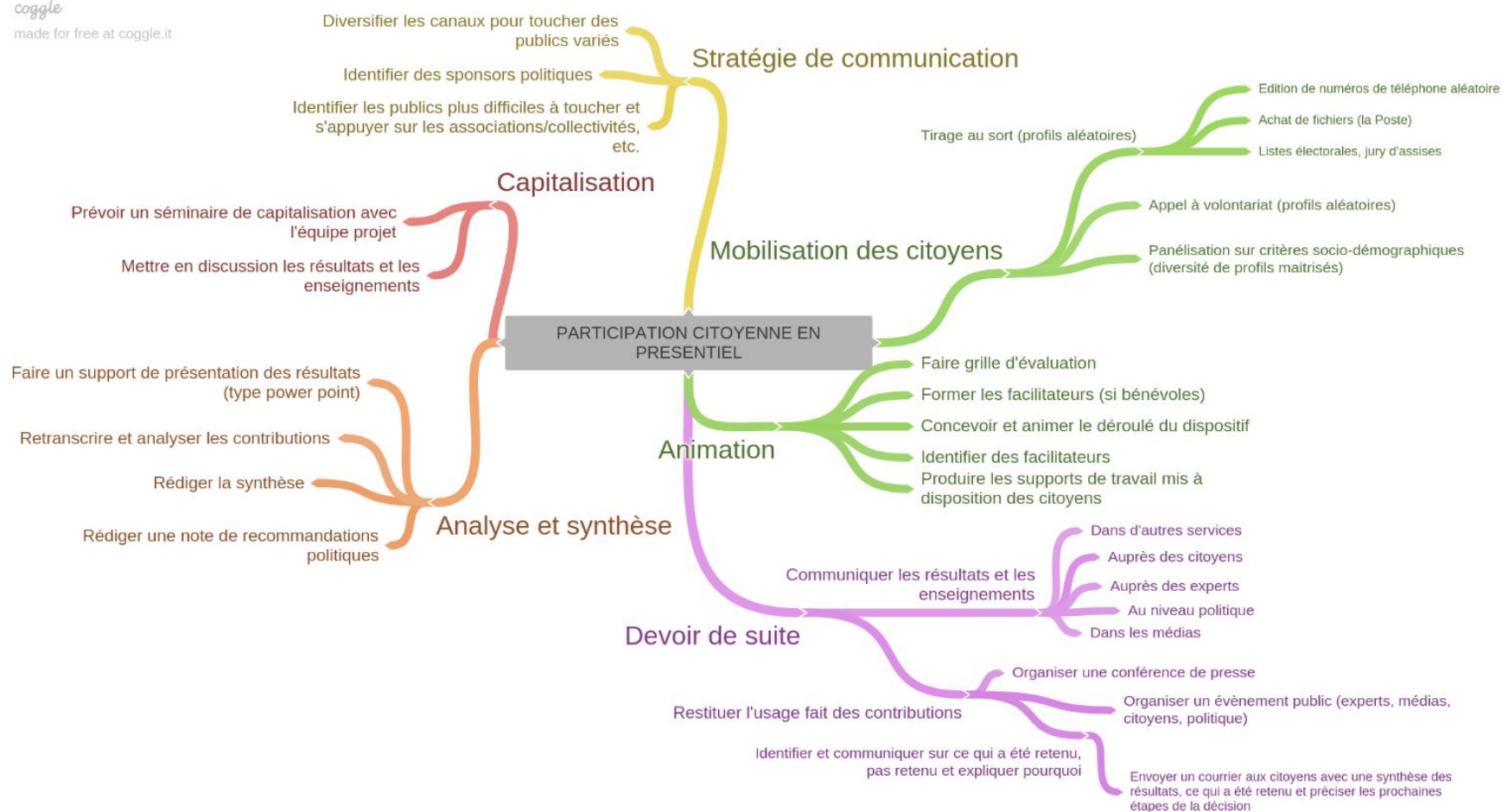
- ☐ Organiser un séminaire de capitalisation au sein de l'administration sur les enseignements tirés de la concertation et inviter les citoyens à y prendre part (30 min en début ou fin de séminaire par exemple)
- ☐ S'engager à associer les citoyens sur l'évaluation de la politique publique/ thématique/ réforme une fois mise en place

Vue d'ensemble d'une démarche

Organiser une démarche participative, c'est gérer un vrai projet :

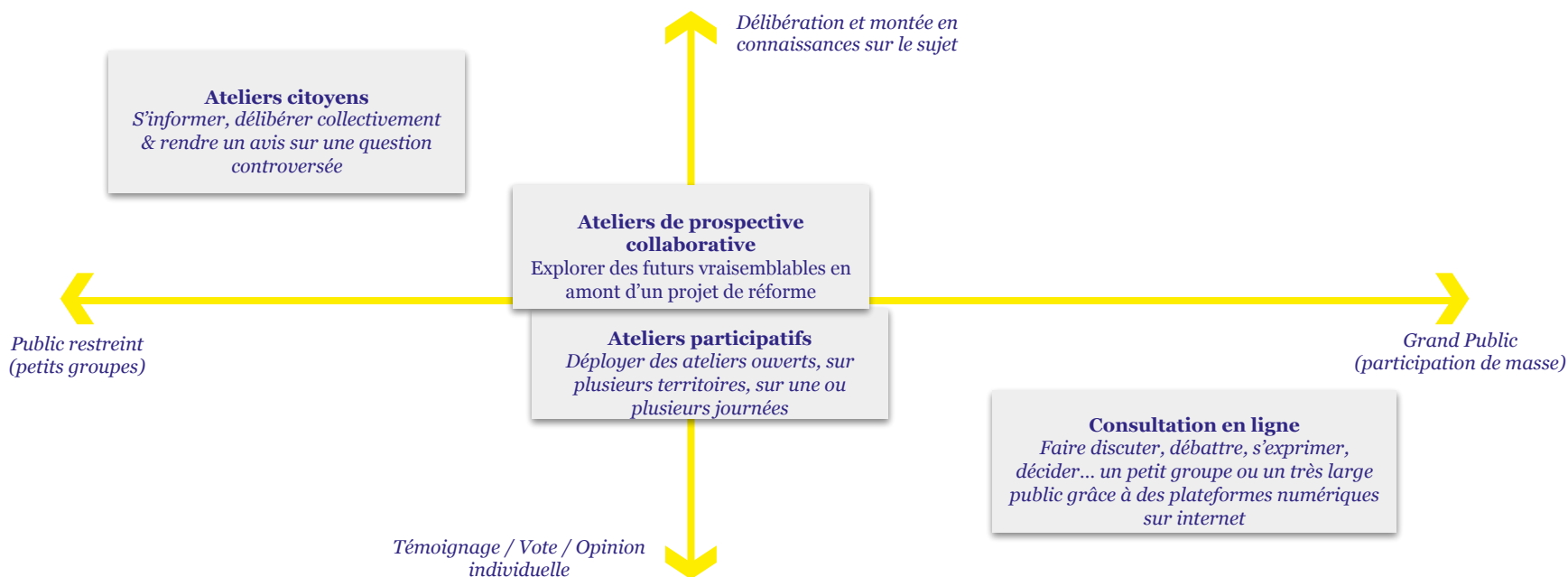
coggle

made for free at coggle.it



Il existe différentes méthodes pour différents usages

Budgets participatifs, concertations, enquête... de multiples méthodes de participation peuvent être utilisées pour impliquer le citoyen. On reconnaît quelques grandes familles :



Bien souvent, les démarches participatives combinent plusieurs méthodes : on parle alors de **dispositif participatif**, qui pourront par exemple mobiliser une consultation en ligne, des ateliers participatifs en région et un atelier citoyen.

Ces dispositifs sont généralement conçus **ad hoc** en fonction des objectifs de la démarche participative

Fiches de méthodes participatives

L'ATELIER CITOYEN

13

Dispositif fondé sur le principe de délibération collective en vue d'obtenir un avis collectif et construit sur une question controversée

Critères de qualité de la démarche (de 1 à 5. 1 peu, 5 fort)

Qualité du panel : 4 à 5 dans la mesure où les critères de recrutement sont établis par le comité de pilotage indépendant

Montée en compétences des citoyens : 4 à 5 dans la mesure où le caractère contradictoire de la formation est un des éléments clés du dispositif

Qualité de la délibération: 4 à 5 selon les qualités de l'animation

Transparence et devoir de suite : 2 à 4 (selon le niveau d'engagement pris par le commanditaire)

Qualité de l'information : 4 selon la capacité du commanditaire à proposer une information neutre, argumentée et accessible

Nombre de personnes touchées : 3

Priorités pour l'organisateur : Obtenir des résultats robustes, Qualité de l'expérience vécue par les citoyens

Descriptif de l'objectif : L'atelier citoyen permet de questionner de manière crédible, robuste et sincère un groupe de citoyens représentatifs de la diversité de la population française sur une thématique mise en débat en amont d'une décision, d'un programme de travail ou d'un projet de loi.

Public visé : Un groupe de 15 citoyens représentatifs de la diversité de la population française. Le recrutement des participants se fait en fonction de quotas socio-démographiques classiques (sexe, âge, CSP, situation familiale, niveau de diplôme...) auxquels s'ajoutent des critères d'inclusion ou d'exclusion en fonction de la question posée. Ces critères permettent de représenter la diversité des situations, des opinions et des attitudes par rapport au sujet.

Grandes lignes du dispositif, description : Le dispositif garantit l'indépendance de la démarche, la transparence des résultats et de la méthode employée. Il est piloté par la DITP avec le soutien de ses partenaires. Il est également placé sous le regard vigilant d'un garant dont le rôle est de veiller à ce que les citoyens bénéficient d'une information objective leur permettant de rendre un avis éclairé. le garant veille également au respect de l'expression et de la prise en compte de tous les avis.

La question posée aux citoyens est définie par un comité de pilotage indépendant, après audition du commanditaire.

Pendant deux weekends, complétés par des formations en ligne, les citoyens composant le groupe suivent des formations à caractère pluriel ou contradictoire entendent des intervenants aux points de vue différents et ont la possibilité d'auditionner des personnes de leur choix pour se former une opinion éclairée.

L'avis citoyen auquel aboutit le groupe de citoyens est le fruit d'un travail collectif, construit et informé. Cet avis collectif peut prendre en compte les points d'accords et de désaccords.

Coût estimatif : 80K € TTC

Atouts

- > L'indépendance, à l'égard de l'administration commanditaire, du comité de pilotage en charge de l'élaboration de la question, des critères de recrutement et du programme de formation
- > Le caractère contradictoire des interventions et formations dispensées aux citoyens participants qui assure que tous les points de vue sur la question controversée sont présentés
- > La présence d'un garant qui veille au respect du protocole de l'atelier (information objective permettant de rendre un avis éclairé) et qui veille à ce que la parole de chacun soit entendue
- > L'avis rendu est un avis collectif et informé puisqu'il est issu de la délibération entre les citoyens sur la base des informations qu'ils ont entendues

Inconvénients

- > Ce dispositif suppose de disposer du temps nécessaire à sa mise en place - 4 mois entre la saisine par le commanditaire et le rendu de l'avis -
- > Le nombre de citoyens concernés rend parfois difficile la communication autour de l'avis, en dépit de la robustesse du dispositif

Fiches de méthodes participatives

LES CONFÉRENCES DE CITOYENS

Dispositif fondé sur le principe de délibération collective en vue d'obtenir un avis collectif et construit sur une thématique de société controversée

Critères de qualité de la démarche (de 1 à 5. 1 peu, 5 fort)

Qualité du panel : 4 à 5 dans la mesure où les critères de recrutement sont établis par le comité de pilotage indépendant

Montée en compétences des citoyens : 4 à 5 dans la mesure où le caractère contradictoire de la formation est un des éléments clés du dispositif

Qualité de la délibération: 4 à 5 selon les qualités de l'animation

Transparence et devoir de suite : 2 à 4 (selon le niveau d'engagement pris par le commanditaire)

Qualité de l'information : 4 selon la capacité du commanditaire à proposer une information neutre, argumentée et accessible

Nombre de personnes touchées : 3

Priorités pour l'organisateur : Obtenir des résultats robustes, Qualité de l'expérience vécue par les citoyens

Descriptif de l'objectif : La conférence de citoyen permet de questionner de manière crédible, robuste et sincère un groupe de citoyens dont on s'assure qu'ils ont des profils diversifiés sur une thématique de société controversée, le plus souvent à caractère scientifique ou technique en amont d'une décision afin d'alimenter le débat public sur ce sujet. Par exemple, la conférence de citoyen sur l'enfouissement des déchets radioactifs.

Public visé : Un groupe de 15 à 30 citoyens reflétant la diversité socio-démographique de la population française. Le recrutement peut se faire par tirage au sort (liste électorale, annuaire téléphonique...) soit en recourant à un organisme chargé de recruter ce panel représentatif de la diversité de la population française

Grandes lignes du dispositif, description : Le dispositif permet d'aller en profondeur sur un sujet, l'avis produit est argumenté, collectif et facilement utilisable par le commanditaire. Le temps accordé à la discussion (3 week-ends), la diversité du panel et l'apport d'information font de cette méthode un outil robuste et puissant.

La question posée aux citoyens est définie par un comité de pilotage indépendant, chargé de définir et de décliner la problématique pour structurer le débat et chargé d'établir le programme de formation.

Pendant trois week-ends les citoyens composant le groupe suivent des formations à caractère pluriel ou contradictoire entendant des intervenants aux points de vue différents. Lors du troisième week-end, les citoyens auditionnent les experts de leur choix et leur soumettent leurs questions. Cette dernière phase est normalement ouverte au public mais l'organisateur peut faire le choix qu'elle se déroule à huis clos.

L'avis rendu est le fruit d'une délibération collective. L'avis est collectif, construit et informé. Il fait état des réflexions des citoyens sur le sujet et peut, le cas échéant, faire part de recommandations.

Coût estimatif : 100 K € et plus TTC

Atouts

- > L'indépendance, à l'égard du commanditaire, du comité de pilotage en charge de l'élaboration de la question, des critères de recrutement et du programme de formation
- > Le caractère contradictoire des interventions et formations dispensées aux citoyens participants qui assure que tous les points de vue sur la question controversée sont présentés
- > La valeur ajoutée de la contribution des citoyens dans le débat public grâce à leur formation qui assure une montée en compétence sur le sujet

Inconvénients

- > Ce dispositif est long et coûteux. La majeure partie du coût est concentré sur la logistique de la conférence de citoyens (transports, hébergement...)
- > Le nombre de citoyens concernés rend parfois difficile la communication autour de l'avis, en dépit de la robustesse du dispositif

Fiches de méthodes participatives

LES ATELIERS PARTICIPATIFS

Déployer des ateliers ouverts, sur plusieurs territoires, sur une ou plusieurs journées

Critères de qualité de la démarche (de 1 à 5. 1 peu, 5 fort)

Qualité du panel : 2 à 4 selon les moyens consacrés pour le recrutement des citoyens

Montée en compétences des citoyens : 2 à 3 selon le temps de la concertation (plus elle sera longue plus les citoyens auront le temps de recevoir de l'information et de d'argumenter leurs points de vue

Qualité de la délibération: 4

Transparence et devoir de suite : 2 à 4 (selon le niveau d'engagement pris par le commanditaire)

Qualité de l'information : 2 à 4 selon la capacité du commanditaire à proposer une information neutre, argumentée et accessible

Nombre de personnes touchées : 3

Priorités pour l'organisateur : Recueillir l'avis des citoyens sur plusieurs territoires et observer les points de convergence, Générer de l'argumentation collective sur la base d'informations données par l'organisateur

Descriptif de l'objectif : L'atelier participatif est une méthode qui permet de générer du débat entre des profils différents et d'identifier des points de consensus, des lignes rouges, des points de controverse sur un sujet. La méthode permet à la fois de prendre le pouls de l'opinion publique tout en générant de l'argumentation collective sur des sujets clefs, identifiés par l'organisateur.

Public visé : Un groupe de 100 citoyens avec des profils diversifiés.

Grandes lignes du dispositif, description : Le contenu de la journée et les thématiques de travail peuvent être modifiées selon les besoins de l'organisateur. Néanmoins quelques briques clefs structurent la journée; à savoir un temps dédié au diagnostic collectif sur le sujet donné, un temps pour des questions/réponses entre le décideur politique et les citoyens, un temps d'argumentation collective en petits groupes pour creuser une thématique, un temps de partage en plénière et un temps où les citoyens formulent des propositions.

Coût estimatif : environ 25K € TTC par atelier

Atouts

- Nombre de personnes touchées sur du présentiel
- Montée en compétence des citoyens sur le sujet
- Argumentation collective
- Espace de dialogue entre le décideur politique et les citoyens

Inconvénients

- Potentiellement difficile d'avoir un panel diversifié dans la salle (pour obtenir un groupe aux profils variés, cela implique d'y consacrer des moyens pour un tirage au sort ou une panelisation sur une base d'inscrits volontaires par exemple). Autrement, si cela repose uniquement sur le volontariat, le risque est d'avoir des publics plutôt proches du sujet et pas nécessairement diversifiés.
- L'autre inconvénient étant le manque de temps ressenti par les citoyens dans la mesure où ils reçoivent de l'information qu'ils n'ont pas toujours le temps de pouvoir intégrer à leur réflexion.
- Une journée est un temps court où les citoyens peuvent avoir le sentiment de n'avoir rien pu creuser et deux journées engendrent des coûts supérieurs si l'on veut recruter des citoyens à l'échelle d'une région par exemple (hébergement, frais de transports et restauration multipliés par deux).

Fiches de méthodes participatives

LES CONSULTATIONS EN LIGNE

Faire discuter, débattre, s'exprimer, décider... un petit groupe ou un très large public grâce à des plateformes numériques sur internet

Critères de qualité de la démarche (de 1 à 5. 1 peu, 5 fort)

Qualité du panel : 2

Montée en compétences des citoyens : 1 à 3, grâce à l'accès à des ressources en ligne et au débat argumenté en ligne

Qualité de la délibération: 0 à 2, en fonction du temps laissé aux échanges en ligne

Transparence et devoir de suite : 4 (l'intégralité du processus et des débats sont visibles et documentés en ligne)

Qualité de l'information : 3 (vidéos, documents peuvent être mis à disposition,)

Nombre de personnes touchées : 5 (plusieurs centaines de milliers de participants)

Priorité pour l'organisateur : Faire discuter et débattre un public large

Descriptif de l'objectif : Les consultations en ligne permettent de recueillir l'avis d'un public large tout en mobilisant peu de moyens. Elles constituent par ailleurs un outil de communication important sur les thématiques qui font l'objet d'une consultation.

Public visé : Bien que les consultations publiques aient vocation à toucher un public large (+500 000 contributeurs au Grand Débat National), ces outils peuvent également permettre des échanges de groupes plus restreints, pour de la co-construction par exemple

Grandes lignes du dispositif, description : Les consultations en ligne utilisent des plateformes pour recueillir l'avis du public, en activant différentes fonctionnalités :

- des fonctionnalités de dépôt (dépôt d'idées, dépôt de propositions...)
- des fonctionnalités de vote (priorisation, adhésion...)
- des fonctionnalités d'éditorialisation (articles, actualités, contenus "froids" mis à disposition des participants)

Les plateformes de consultations sont parfois également utilisées comme point d'entrée et vitrine de dispositifs mixtes mêlant participation en ligne et ateliers, rencontres, débats ... ayant lieu en présentiel. On utilisera alors des fonctionnalités telles que localisation d'événements, la publication des comptes-rendus, la gestion de commissions/sous-commission etc. etc.

Coût estimatif : 3k€ à 30k€, en fonction du degré d'autonomie de l'organisateur

Atouts

- Captation d'un public large donnant une légitimité plus importante à la consultation voire à la décision publique.
- Coût quasi nul (à l'exception de la communication) une fois la plateforme mise en place
- L'aspect plateforme permet de rythmer les différents temps de la consultation (dépôt d'idée, vote, ...) jusqu'à la restitution des résultats, voire d'enchaîner plusieurs consultations à la suite

Inconvénients

- L'inscription à une plateforme en ligne est parfois une barrière à l'entrée
- La matière produite n'est pas le fruit d'une délibération collective mais représente une somme d'opinions qui donnent des indications sur les grandes tendances
- L'analyse d'un trop grand nombre de contributions peut être compliquée

Fiches de méthodes participatives

ATELIER DE PROSPECTIVE COLLABORATIVE

Dispositif de prospective qui s'inspire du design fiction pour explorer des futurs vraisemblables en amont d'un projet de réforme

Critères de qualité de la démarche (de 1 à 5. 1 peu, 5 fort)

Qualité du panel : 2 à 4 selon les moyens consacrés pour le recrutement des citoyens

Montée en compétences des citoyens : 2 à 3 selon le temps de l'atelier (l'apport d'information est dense pour un format réduit)

Qualité de la délibération: 4

Transparence et devoir de suite : 2 à 4 (selon le niveau d'engagement pris par le commanditaire)

Qualité de l'information : 2 à 4 selon la capacité du commanditaire à proposer une information neutre, argumentée et accessible

Nombre de personnes touchées : 3

Priorités pour l'organisateur : Explorer les futurs possibles d'une politique publique en faisant travailler les participants sur les conséquences à venir de décisions prises aujourd'hui.

Descriptif de l'objectif : L'atelier de prospective collaborative permet à un groupe de citoyens de se projeter dans des situations concrètes du futur, des situations souhaitables ou non souhaitables pour identifier des solutions à mettre en oeuvre dès aujourd'hui dans un projet de réforme

Public visé : Un groupe de 15 à 30 citoyens aux profils diversifiés.

Grandes lignes du dispositif, description : L'atelier de prospective collaborative permet d'explorer collectivement un futur proche et d'en imaginer les conséquences vraisemblables. Ce travail (qui peut prendre la forme d'un journal, d'une bande dessinée, d'une scène de théâtre...) est le plus souvent narratif et parfois provocant et il sert ensuite de support à la discussion en questionnant les représentations, favorisant les prises de conscience et confortant une vision. L'atelier de prospective collaborative est utile pour concevoir une stratégie, mettre en discussion des représentations ou dépasser des positions bloquées.

Si l'atelier se déroule sur une journée, il suppose un temps de préparation conséquent, avec un travail de prospective (évolution de la société, du monde du travail, enjeux économiques, environnementaux, humains...) à partir de tendances existantes. L'atelier consiste ensuite à se projeter dans le futur et imaginer les conséquences de décisions prises aujourd'hui. Il s'agit par exemple de découper le questionnement autour d'une réforme en décisions assez tranchées invitant au débat.

Coût estimatif : environ 25K € TTC par atelier

Atouts

- Le travail sur la base d'éléments de prospective partagée permet de s'affranchir des représentations et de positions trop tranchées
- Le caractère ludique de l'atelier favorise l'engagement des participants
- La présence de facilitateurs graphiques ou de metteurs en scène selon le format de restitution choisi permet d'aboutir à un résultat tangible pour les participants et facilement appropriable par le décideur.

Inconvénients

- Le travail préparatoire peut-être contraignant.
- Les participants, dans ce format d'une journée, ont peu de temps pour s'approprier les éléments de prospective qu'ils n'ont pas contribué à élaborer

Fiches de méthodes participatives

ATELIER DU FUTUR

Produire un plan d'action avec les citoyens et les parties prenantes

Critères de qualité de la démarche (de 1 à 5. 1 peu, 5 fort)

Qualité du panel : 3 à 4 selon les moyens consacrés pour le recrutement des citoyens et le bon équilibre entre les profils

Montée en compétences des citoyens : 3 à 5 selon les informations portées à connaissance des citoyens en amont et la capacité des acteurs à ne pas trop techniciser les sujets

Qualité de la délibération: 5

Transparence et devoir de suite : 4 à 5 (selon les engagements pris par le commanditaire dans l'application du plan d'actions et du retour d'avancement qui en est fait)

Qualité de l'information : 2 à 4 selon la capacité du commanditaire à proposer une information neutre, argumentée et accessible

Nombre de personnes touchées : 3

Priorités pour l'organisateur : Produire un plan d'actions de manière participative, Faire discuter des profils pouvant avoir des intérêts et des positionnements différents

Descriptif de l'objectif : L'atelier du futur est une méthode imaginée, développée et testée par deux chercheurs en prospective allemands, Robert Jungk et Norbert Müller, dans les années 1970. L'objectif est de permettre aux citoyens de prendre part au processus de planification et à la transformation de leur milieu immédiat (Jungk et Müller, 1981, p. 17).

Publics visés : 60 personnes (pouvoirs publics, acteurs économiques, société civile, citoyens)

Grandes lignes du dispositif, description : Dans sa forme actuelle, un atelier se déroule sur trois jours et se divise en trois phases de travail :

- **le diagnostic critique**: les participants analysent la situation actuelle et réfléchissent à son pourquoi. Ils sont invités à recenser les points positifs et négatifs de la situation.
- **la prospective**: les participants se projettent dans le futur plus ou moins lointain. Les supports d'expression créatifs sont encouragés (dessins, collage, théâtre, vidéo, etc.). Ils présentent aussi le chemin qui a permis d'arriver à cette situation idéale et identifient les moments-clés, les décisions centrales, les modes de gouvernance qui ont permis d'atteindre la situation idéale
- **le plan d'action**: les participants se concentrent autour de la formulation de projets réalisables sur la base des visions préalablement développées. Les participants produisent un plan d'action sur la base de fiches actions qui détaillent les étapes de mise en œuvre et surtout fixent la date de la prochaine réunion du groupe responsable de chaque action.

Coût estimatif : entre 80 et 100k € TTC par atelier

Référence de l'article utilisé pour cette fiche: Antoine VERGNE, « Atelier du futur », in CASILLO I. avec BARBIER R., BLONDIAUX L., CHATEAURAYNAUD F., FOURNIAU J.-M., LEFEBVRE R., NEVEU C. et SALLES D. (dir.), *Dictionnaire critique et interdisciplinaire de la participation*, Paris, GIS Démocratie et Participation, 2013, ISSN : 2268-5863. URL : <http://www.dicopart.fr/fr/dico/atelier-du-futur>.

Atouts

- Méthode structurée multi-acteurs qui permet de faire travailler de manière collaborative des acteurs aux enjeux différents
- Permet de produire un plan d'action en un temps record en se basant sur le savoir et les compétences (thématiques mais aussi en termes de décision) des acteurs.

Inconvénients

- Le rapport de pouvoir et de force entre les acteurs
- Toutes les actions du plan reposent sur l'engagement des membres du groupe sans dimension institutionnelle ou légale
- Être vigilant à l'équilibre aux tables des profils et que leur parole ne soit ni censurée, ni décrédibilisée

Exemple de dispositif LA RÉFORME DES RETRAITES

FICHE COMPLÈTE DISPONIBLE SUR : www.participation-citoyenne.gouv.fr



OBJECTIFS DE LA CONCERTATION :

Pour créer les conditions d'un dialogue serein et constructif autour du système de retraite, il fallait que chacun puisse se sentir concerné et partie prenante. Il s'agissait donc d'ouvrir un espace de délibération collective pour considérer avec et *entre* les citoyens les accords et les aspirations communes ; les désaccords, les incompréhensions et les éloignements qu'il reste à surmonter ; et de fait, les choix à faire

LES ENGAGEMENTS PRIS PAR LE HAUT COMMISSAIRE :



Une synthèse exhaustive de toutes les contributions



Une réponse aux 100 contributions les plus soutenues



Une invitation pour les 15 contributeurs les plus actifs et un grand atelier de contribution



Un suivi des contributions citoyennes et de celles reprises dans les préconisations du Haut-Commissaire

LE DISPOSITIF MIS EN PLACE :



Atelier de prospective Collaborative
31 mai

Première exploration citoyenne dans le futur système de retraite : « En 2040, tous égaux dans le nouveau système de retraite »

25 citoyens
1 journée
5 scénarios prospectifs produits



Plateforme de participation Citoyenne
Mai > Octobre

Débats en ligne sur 11 enjeux concrets de mise en œuvre de la réforme
<https://participez.reformeretraite.gouv.fr>

5 mois de débat
208 121 visiteurs
35 273 contributions
230 638 votes



Ateliers participatifs en Région
Septembre > octobre

Une journée pour réfléchir au futur système de retraite et imaginer des propositions concrètes

800 participants
8 ateliers sur une journée
372 contributions concrètes



Atelier citoyen
Décembre

15 citoyens répondent à la question « À quelles conditions la confiance de tous dans le système de retraite peut elle être renouvelée ? »

3 semaines de débats
15 citoyens
1 avis citoyen rendu

Exemple de dispositif

AFB

AGENCE FRANÇAISE
POUR LA BIODIVERSITÉ
MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT

Afin d'associer les citoyens de manière pérenne et sincère à son fonctionnement, l'AFB souhaite organiser des ateliers de co-construction pour déterminer les conditions de leur participation.

Forum en ligne



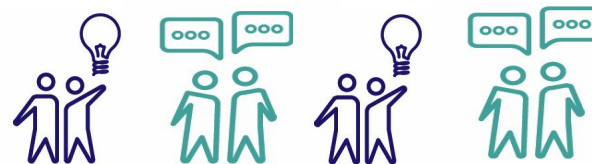
Animation du forum
pendant 7 jours

Restitution du forum et formation



Restitution des travaux des citoyens et
confrontation à la parole d'experts

4 ateliers de co-construction



Imaginer et définir les conditions de la
participation des citoyens

Pour aller plus loin ***Suivez une formation***

Des **formations à la participation citoyenne** sont à disposition des agents publics grâce au campus de la transformation publique



Pour voir les formations disponibles et les prochaines dates, visitez
www.participation-citoyenne.gouv.fr/campus

Nous y recensons également des formations partenaires et des ressources sur le sujet de la participation citoyenne.

Pour aller plus loin

Retrouvez toutes nos ressources en ligne sur
participation-citoyenne.gouv.fr



Sur **participation-citoyenne.gouv.fr**
vous trouverez



Un catalogue de démarches, d'outils, de méthodes
pour concevoir votre dispositif participatif



Un kit de cadrage et des retours d'expérience
pour comprendre les enjeux de la participation



Des plateformes de consultation
déployables en quelques clics



Une aide à l'achat public
pour identifier les marchés pertinents

Pour aller plus loin

Déployez une plateforme participative en quelques clics

Nous avons référencés 5 plateformes participatives sur la base de 25 critères de qualité (accessibilité, robustesse, ergonomie de l'interface d'administration, ...) :

 Cap Collectif	 decidim	 DemocracyOS	 Nova Ideo	 Civocracy
Cap Collectif Une plateforme d'intelligence collective complète et polyvalente.	Decidim La démocratie n'a jamais été aussi réelle	DemocracyOS Plateforme web qui permet d'organiser des consultations publiques	Nova Ideo La fusion du meilleur de la boîte à idées, du portail collaboratif et des outils de communication internes	Civocracy La solution pour une participation citoyenne réussie
En savoir plus Essayer	En savoir plus Essayer	En savoir plus Essayer	En savoir plus Essayer	En savoir plus Essayer

Consultation en ligne, questionnaire, débat, ... les fonctionnalités principales : ces plateformes mutualisées entre les administrations couvrent les usages courant de la participation citoyenne

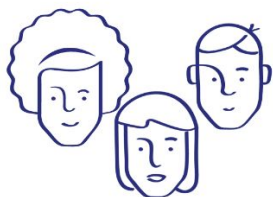


Ces plateformes sont gratuites (sur un premier niveau de service) et déployable en quelques clics sur participation-citoyenne.gouv.fr

Pour aller plus loin

Contactez le Centre de la Participation DITP

participationcitoyenne@modernisation.gouv.fr



Le **Centre de la Participation Citoyenne**
aide les agents publics à réaliser
leurs projets de participation citoyenne



Conçoit & accompagne les dispositifs participatifs
des grands projets de transformation publique



Conseille & outille tous les agents publics
kits, outils, marchés publics, ressources en ligne



Anime des communautés de praticiens de la participation
agents publics, chercheurs & citoyens

A vous de jouer !

*grâce au kit d'animation des
ateliers de cadrage*



Crédits



participationcitoyenne.gouv.fr

Le Centre de la Participation Citoyenne de la Direction Interministérielle de la Transformation Publique (DITP) accompagne et outille les administrations dans la mise en place de dispositifs participatifs robustes, sincères et professionnels.

Ce guide méthodologique est mis à disposition de tous les acteurs publics qui souhaitent s'engager dans un dispositif participatif.



Votre avis est important !

Sur le contenu ou sur son utilisation, aidez-nous à améliorer ce guide:
écrivez-nous sur participationcitoyenne@modernisation.gouv.fr

Ce kit a été réalisé par Céline Pelletier et Typhanie Scognamiglio, en collaboration avec Arnaud de Champsavin.